



COMBATTRE POUR LE SOCIALISME

« On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme » (Lénine)

GROUPE pour la construction du Parti ouvrier
révolutionnaire et de l'Internationale ouvrière
révolutionnaire

Supplément Jeunes à CPS n°74 –

15 novembre 2019

*Matraquage, misère, précarité, chômage, liquidation de l'enseignement supérieur : le gouvernement
Macron-Philippe est en guerre contre la jeunesse*

**Pour la jeunesse, comme pour la classe ouvrière, une seule voie
possible : se préparer à l'affronter et le vaincre.**

**S'organiser pour imposer aux dirigeants des organisations syndicales, l'UNEF pour
ce qui est des étudiants, qu'elles rompent leur collaboration avec le gouvernement**

« J'accuse Macron, Hollande, Sarkozy et l'UE de m'avoir tué »

C'est le dernier message d'un jeune étudiant lyonnais de vingt-deux ans avant de s'immoler par le feu devant le CROUS. Brûlé à 90%, il reste entre la vie et la mort à ce jour. Jeté dans une précarité extrême, désespéré faute d'aides sociales lui permettant de poursuivre correctement ses études, et tout simplement de survivre, il accuse "Macron, Hollande, Sarkozy et l'UE" d'être responsables de son sort.

Oui, Macron et son gouvernement sont coupables. Ils portent la responsabilité de jeter dans la précarité et de vouer à la misère un nombre croissant de jeunes. 20% des étudiants vivent sous le seuil de pauvreté tandis que 13,5% d'entre eux renoncent à des soins faute d'argent. Qui ignore que, chaque année, Parcoursup, laisse des milliers de jeunes sur le carreau, en particulier ceux d'origine ouvrière ? Qui méconnaît la multiplication par dix des frais d'inscriptions des étudiants étrangers « non-Européens », préparant l'augmentation massive des frais d'inscription pour tous les étudiants ? Qui ignore que la succession des lois et décrets (Pécresse, Fioraso, ORE, sélection en master, arrêtés licences, réduction massive des heures de cours et des budgets des universités) ont pour objectif de disloquer l'enseignement supérieur public au profit de l'enseignement privé payant ? Qui ignore que les projets du gouvernement visent à réduire massivement les aides dites sociales dont l'APL ? Qui ignore que le rôle du service national universel (SNU) sera d'organiser la livraison massive des jeunes à l'endoctrinement, la soumission, la précarité ? Qui ne voit qu'avec son plan de liquidation des retraites, c'est la jeunesse que Macron voue à un avenir de surexploitation et de misère sans limite dans le temps ? Qui ignore que la réforme de l'assurance-chômage exclut des dizaines de milliers de jeunes, ceux qui sont soumis au travail précaire qui devient la norme pour eux ? Et qui ignore le fait que, dans l'orgie sanglante de répression à laquelle s'adonne l'Etat policier de Macron contre toute manifestation, contre les libertés démocratiques, de Rémy Fraisse à Steve Maia Canico, en passant par Adama Traoré, des lycéens de Mantes-la-Jolie aux étudiants de Montpellier, les jeunes se retrouvent le plus souvent dans la ligne de mire ?

En réponse au gouvernement, les dirigeants de l'UNEF, de Solidaires étudiant.e.s, du SNESUP ont appelé à des rassemblements devant les Crous le 12 novembre. Pour l'UNEF, il s'agissait : « Par notre présence, nous nous adresserons au Gouvernement afin de réaffirmer notre revendication d'un plan d'urgence de réforme des aides sociales et lui rappeler cette cruelle vérité qu'il refuse d'entendre ». En quelque sorte, une veillée mortuaire. Totale ignominie de leur part : quémander réparation des coupables, le gouvernement et ses ministres. Les directions de l'UNEF comme de Solidaires étudiant.e.s se sont efforcées de banaliser la tentative de suicide du jeune étudiant. Les directions de l'UNEF, de Solidaires et du SNESUP ont protégé le gouvernement ! Des rassemblements au CROUS ? Mais ce n'est pas le CROUS qui est responsable, c'est bien Macron et ses ministres ! Ce n'est pas devant le CROUS qu'il faudrait convoquer des manifestations. La responsabilité des directions des syndicats ouvriers et étudiants c'est d'appeler à l'unité, de convoquer des manifestations en direction des lieux de pouvoir et d'ouvrir la perspective du combat de la jeunesse et de la classe ouvrière contre le gouvernement Macron.

Néanmoins, le 12 novembre, des milliers d'étudiants se sont rassemblés exprimant leur haine du gouvernement. Dans les villes où les rassemblements ont été les plus massifs, comme à Lyon et Paris, les étudiants ont tenté de les transformer en manifestations contre le gouvernement : rectorat, préfecture, ministère. Incontestablement, l'aspiration à engager le combat s'est exprimée. L'étudiant lyonnais lance un cri « Vive le socialisme ! Vive l'autogestion ! Vive la sécu ! ». Nul ne peut douter que des centaines d'étudiants l'ont entendu.

Totale capitulation des dirigeants de l'UNEF et de Solidaires face au gouvernement

Le 14 novembre, les dirigeants de l'UNEF, accompagnés de ceux de la FAGE ont accepté d'être reçus par Gabriel Attal, le secrétaire d'État en charge de la Jeunesse. Ils seront suivis le 15 novembre par ceux FSE et Solidaires, aux côtés de l'UNI. Par cette manœuvre, le gouvernement veut donner un nouvel élan à la concertation sur la refonte des aides dites sociales. Selon

Le Monde « la réflexion autour de cette refonte des aides propres aux étudiants va intervenir dans le cadre de la concertation autour du futur revenu universel d'activité (RUA), le projet de prestation unique regroupant les différents minima sociaux lancé par Emmanuel Macron dans le cadre du « plan pauvreté ». Ouverte par le gouvernement en juin, celle-ci doit s'achever d'ici à la fin de l'année – avec un projet de loi promis à l'horizon 2020. » Mais personne n'est dupe : pour le gouvernement, il s'agit de réduire à la portion congrue les budgets, de liquider tous les maigres acquis en la matière pour les remplacer par la charité publique, bref de faire plusieurs milliards d'économie. Une exigence doit être adressée aux dirigeants de l'UNEF : A bas le RUA ! rupture de toute concertation avec le gouvernement !

Comment faire face ?

Les objectifs du gouvernement sont clairs : faire payer au prolétariat et à la jeunesse le prix de la crise du mode de production capitaliste. Pour le gouvernement Macron-Philippe, l'offensive est générale, dans tous les domaines : droit du travail, assurance-chômage, retraites, Sécurité sociale, statut des fonctionnaires, droit aux études, instauration de l'État policier. Tous les acquis doivent être liquidés et détruits. Toute tentative de résistance doit être annihilée par la répression policière à coup de matraque, de LBD et d'emprisonnement.

Mais si le gouvernement peut s'engager ainsi, c'est d'abord du fait du refus des dirigeants des confédérations et fédérations syndicales (CGT, FO, FSU), de l'UNEF, de Solidaires étudiant.e.s et du SNESUP à l'Université, de rompre avec lui et de lui déclarer la guerre. Pour imposer ses réformes réactionnaires, le gouvernement s'appuie sur la « concertation ». Pourtant, Macron est clair : « je n'aurai aucune forme de faiblesse ou de complaisance ». C'est une guerre contre nos acquis que mène ce gouvernement.

À l'université, toutes les lois et les attaques contre les étudiants ont été préparées par la « concertation ». Et même plus : elles sont mises en œuvre par la participation des dirigeants syndicaux dans les conseils d'université. Se préparer au combat, c'est en premier lieu s'organiser pour imposer aux dirigeants syndicaux de rompre la concertation-collaboration avec le gouvernement.

À l'université, c'est leur imposer, en premier lieu à la direction de l'UNEF, de faire leur les revendications des étudiants : à bas les contre-réformes de l'université ! Tous les bacheliers doivent pouvoir s'inscrire à l'université ! Défense des APL, pas d'augmentation des loyers en Cité U ! Contre toute augmentation des droits d'inscription, abrogation du décret sur les étudiants étrangers ! Maintien de tous les cours, aucune suppression de poste ! À bas l'embrigadement de la jeunesse avec le SNU ! Les flics et les milices privées hors des facs !

Dans le monde entier la jeunesse en première ligne

Aux côtés de la classe ouvrière, de l'ensemble des masses exploitées par l'impérialisme, par les gouvernements au service du capitalisme minés par la corruption, en Algérie, au Liban, en Irak, au Chili, en Colombie et en Équateur la jeunesse est aux avant-postes pour en finir avec les gouvernements et les régimes soumis à l'impérialisme. Avec bravoure et héroïsme, elle affronte dans la rue l'armée et la police. Elle aspire à trouver une issue à la société sans avenir autre que la déchéance et la misère auxquelles les voue le capitalisme.

Leur combat c'est le nôtre.

Les mobilisations au Chili, en Algérie, au Liban (et aussi en Irak, en Colombie, en Indonésie, etc.) mettent à l'ordre du jour la chute des régimes corrompus et vendus à l'impérialisme. Mais pour les remplacer par quoi ? Dans le cadre du capitalisme en crise, il n'y a aucun avenir pour la jeunesse autres que le chômage, la déqualification, la misère. Il ne peut y avoir d'issue que si la production est organisée, non en fonction du profit des capitalistes, mais des besoins des masses, ce qui inclut la préservation de l'environnement dans lequel nous vivons, lequel est tous les jours détruit au nom du système du profit. Il n'y a d'autre issue que le socialisme comme l'indique dans son cri de désespoir l'étudiant lyonnais « vive le socialisme », c'est-à-dire la socialisation des moyens de production. Ce n'est possible que par la constitution de gouvernements ouvriers qui s'engagent sur cette voie, en même temps qu'ils démantèlent l'appareil de répression militaire et policier qui matraque, assassine et viole. Sur ces objectifs, doivent commencer à se regrouper les jeunes en vue de la constitution partout d'organisations révolutionnaires de la jeunesse, d'une Internationale révolutionnaire de la jeunesse.

